

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N°2024/ 530**

**PROROGEANT LA PHASE TEST  
DU 10 JUILLET AU 10 OCTOBRE 2024**

**MISE EN PLACE D'UNE BANDE CYCLABLE  
BIDIRECTIONNELLE**

**RUE DU 18 JUIN**

**ENTRE LA ROUTE DE FRANCONVILLE ET L'AVENUE DE L'EUROPE**

Le Maire d'Ermont,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, L. 2213-1, L. 2213-2,

**Vu** le Code de la route, et notamment ses articles R. 110-2, R. 411-8, R. 417-10 et R. 431-1 et suivants,

**Vu** le Code pénal, et notamment son article R. 610-5,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation,

**Vu** l'arrêté municipal n°2023/584 du 04 juillet 2023 instaurant la mise en place d'une bande cyclable bidirectionnelle, rue du 18 Juin, entre la route de Franconville et l'avenue de l'Europe, pour une phase test du 16 août 2023 au 10 juillet 2024,

**Vu** l'arrêté municipal n°2021/118 en date du 25 février 2021 portant délégation de fonction et de signature au 1<sup>er</sup> Maire-Adjoint chargé de l'Attractivité du Territoire et du Cadre de Vie,

**Considérant** la réalisation d'une étude de circulation et stationnement sur le territoire communal dans le but d'améliorer les déplacements (motorisés, piétons, vélos...) et le stationnement sur la commune d'Ermont ;

**Considérant** qu'il ressort de cette étude qu'il convient de procéder à la mise en place d'une bande cyclable bidirectionnelle, rue du 18 Juin, entre la route de Franconville et l'avenue de l'Europe, pour une phase test du 16 août 2023 au 10 juillet 2024 ;

**Considérant** la finalisation des études sonores et de pollution atmosphériques en juin 2024 ;

**Considérant** l'arrivée à échéance de la période de test des arrêtés relatifs au plan de circulation au 10 juillet 2024 ;

**Considérant** qu'afin de dresser un bilan le plus exhaustif possible, il convient de proroger de trois mois la période d'application desdits arrêtés municipaux ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prendre toute mesure permettant de concilier liberté de circulation et sécurité des usagers de la voie publique et de ses dépendances ;

**Considérant** la nécessité de faciliter la circulation des cyclistes sur ladite voie ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité des riverains et des usagers de la voie publique ;

**Considérant** que le présent arrêté a pour objet le bon ordre et la sécurité publique ;

### ARRÊTE

**Article 1 :** Les dispositions de l'arrêté municipal n°2023/584 du 04 juillet 2023 susvisé sont prorogées pour une durée de trois mois, soit jusqu'au 10 octobre 2024.

**Article 2 :** Une bande cyclable bidirectionnelle est créée sur la bande roulante de la rue du 18 Juin, entre la route de Franconville et l'avenue de l'Europe.

La réglementation relative à la circulation applicable à cette voie est ainsi modifiée pour une période dite de test du 16 août 2023 au 10 juillet 2024 et prorogée pour une durée de trois mois, soit jusqu'au 10 octobre 2024.

**Article 3 :** Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4 :** Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, il est opposable aux usagers à compter de la mise en place des mesures de signalisation réglementaires horizontales et verticales.

**Article 5 :** Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il est possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Ermont, le 05/07/2024



Pour le Maire et par délégation,  
Benoît BLANCHARD,

1<sup>er</sup> Adjoint au Maire en charge de l'Attractivité  
du Territoire et du Cadre de Vie

Exécutoire en vertu de l'article R. 2131-1 du CGCT  
Publié le 08.10.2024